Règlement de placement

de Libre Passage UP, dont le siège est à Pfäffikon SZ

En vertu de l'art. 11 de l'acte de fondation de Libre Passage UP (**la fondation**), le conseil de fondation édicte le règlement suivant:

1. But et principes

Art. 1 But

Le règlement de placement (**le règlement**) définit, dans le cadre des prescriptions légales, les possibilités de placement des preneuses et preneurs de prévoyance et fixe les principes en matière d'épargne-titres, les responsabilités et les processus.

Art. 2 Principes

- (1) La gestion de la fortune est régie par les principes formulés aux articles 19 et 19a de l'ordonnance sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OLP).
 - (2) Les dispositions des art. 49 à 58 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (**OPP 2**) en matière de placement sont respectées.
-

2. Organisation

Art. 3 Conseil de fondation

- (1) Le conseil de fondation, qui est l'organe suprême de la fondation, a pour tâches l'organisation, la surveillance et le pilotage de la gestion de fortune. Ses tâches consistent notamment à:
 - (a) définir les principes et les objectifs de la gestion de fortune ainsi que de l'exécution et de la surveillance du processus de placement dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires;
 - (b) définir les stratégies de placement;
 - (c) confier des mandats à des gestionnaires de fortune;

Libre Passage UP

- (d) définir les exigences auxquelles doivent satisfaire les personnes et les institutions qui placent et gèrent la fortune de l'institution de prévoyance;
 - (e) choisir les banques dépositaires;
 - (f) surveiller le processus de placement.
- (2) Lors de la définition des stratégies de placement, le conseil de fondation peut se faire conseiller par un comité de placement, qui peut être composé de personnes externes à la fondation. Il fixe lui-même les stratégies de placement et les adapte au besoin.

Art. 4 Gestion de fortune

Le conseil de fondation peut confier la gestion de fortune à des personnes externes qui remplissent les conditions de l'art. 48f OPP 2.

3. Placement

Art. 5 Placements liés à des titres

- (1) La fondation propose des stratégies de placement diversifiées, composées de divers produits de placement externes. Les preneurs de prévoyance peuvent consulter les stratégies de placement sur le portail Internet.
- (2) Le conseil de fondation peut adapter la stratégie de placement à tout moment. Toute modification doit être compatible avec la capacité de risque déterminée du preneur de prévoyance. Les preneurs de prévoyance en sont informés individuellement et peuvent choisir la stratégie de placement parmi l'offre modifiée, pour autant que celle-ci corresponde à la capacité de risque déterminée par la fondation.
- (3) Les placements sont déposés pour les preneurs de prévoyance auprès de la banque dépositaire, soumise à la surveillance de la FINMA. Les placements et les revenus qui en découlent constituent l'avoir de prévoyance.

Art. 6 Prise en charge des risques

Le preneur de prévoyance supporte le risque lié à l'évolution du cours de la stratégie de placement choisie. La fortune de prévoyance investie dans l'épargne-titres ne donne droit ni à un rendement minimal, ni au maintien de la valeur du capital, à moins que la stratégie de placement choisie ne garantisse expressément un certain rendement.

Libre Passage UP

Art. 7 Portail Internet sécurisé

- (1) La fondation exploite un portail Internet sécurisé (**le portail Internet**) sur lequel sont accessibles toutes les informations sur les stratégies de placement et sur les avoirs de prévoyance individuels.
- (2) La valeur du portefeuille du preneur de prévoyance est affichée sur le portail Internet. Cette information est mise à jour au moins une fois par mois.
- (3) Le certificat de libre passage du preneur de prévoyance peut être consulté sur le portail Internet.

Art. 8 Décision de placement et explications sur les risques de placement

- (1) Le preneur de prévoyance est informé des risques de placement à l'aide d'un modèle numérique disponible sur le portail Internet. La fondation peut aider le preneur de prévoyance à déterminer sa capacité de risque et son profil d'investisseur au moyen d'un questionnaire. Sur cette base, des stratégies de placement conformes à son profil d'investisseur sont proposées au preneur de prévoyance.
- (2) Le preneur de prévoyance décide dans quelle stratégie de placement il souhaite investir, en ayant connaissance de sa capacité de risque qui a été déterminée. Il ne peut choisir que des stratégies de placement qui correspondent à la capacité de risque déterminée par la fondation. Lorsqu'il choisit la stratégie de placement à l'aide du portail Internet, le preneur de prévoyance confirme avoir été informé des risques et des coûts qui y sont liés.

Art. 9 Changement de stratégie de placement

- (1) Le preneur de prévoyance peut en tout temps modifier la stratégie de placement qu'il a choisie sur le portail Internet. Un changement de stratégie de placement n'est possible que dans les limites de la capacité de risque déterminée par la fondation. L'adaptation du portefeuille à la nouvelle stratégie de placement a lieu pendant les jours de négoce. Pour que le changement de stratégie de placement puisse être pris en compte le jour de négoce, il doit intervenir au plus tard deux jours avant le jour de négoce. La fondation informe les preneurs de prévoyance des jours de négoce de manière appropriée. Elle décline toute responsabilité pour les mandats exécutés en retard ou non-exécutés.
- (2) Le preneur de prévoyance reçoit une confirmation par e-mail à chaque changement de stratégie.

Art. 10 Extension des possibilités de placement

- (1) En vertu de l'art. 50, al. 4, OPP 2, la fondation peut proposer au preneur de prévoyance une extension des possibilités de placement.

Libre Passage UP

- (2) Les extensions selon l'art. 50, al. 4, OPP 2 sont admises pour certains produits de placement, pour autant que le preneur de prévoyance dispose de la capacité de risque nécessaire.
- (3) À cet égard, la fondation a un devoir accru d'information et de conseil. Elle signale par voie électronique les risques spécifiques liés à l'extension et en informe le preneur de prévoyance.

Art. 11 Exercice des droits des actionnaires

- (1) La fondation est compétente pour exercer les droits sociaux et de créancier découlant de ses placements. Elle les exerce exclusivement dans l'intérêt des preneurs de prévoyance.
- (2) La fondation peut déléguer l'exercice des droits de vote découlant de ses placements.
- (3) Le droit de vote est exercé par les gestionnaires de fortune, à moins que le conseil de fondation n'en décide autrement dans des cas particuliers. L'exercice des droits de vote peut également être cédé à des services d'actionnaires d'investisseurs institutionnels.
- (4) En l'absence de motifs particuliers, les gestionnaires de fortune exercent le droit de vote conformément à la proposition du conseil d'administration de la société.
- (5) En cas de circonstances exceptionnelles (notamment reprise, fusion, opposition aux propositions du conseil d'administration), le conseil de fondation décide de la manière dont le droit de vote sera exercé et donne les instructions nécessaires.

4. Intégrité et loyauté en matière de gestion de fortune

Art. 12 Principes

- (1) Les personnes ou les institutions chargées de gérer la fortune de la fondation doivent remplir les conditions de loyauté en matière de gestion de fortune, prévues à l'art. 51b de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et aux art. 48f à l'OPP 2, et se conformer à toutes les autres règles de conduite applicables.
- (2) Le respect des règles de conduite concernant l'intégrité et la loyauté dans le cadre de la gestion de fortune doit être déclaré chaque année au conseil de fondation et confirmé par écrit.

Art. 13 Exigences et règles de conduite

Les exigences et règles de conduites suivantes s'appliquent aux organes internes et externes en charge de la gestion de fortune:

- (a) Il convient de disposer des connaissances spécialisées, de l'expérience professionnelle et de la réputation nécessaires pour assumer les tâches au mieux des intérêts des preneurs de prévoyance.
- (b) Les actes juridiques passés avec des proches sont autorisés s'ils servent les intérêts financiers de tous les preneurs de prévoyance. Ils doivent être approuvés individuellement par le conseil de fondation et présentés à l'organe de révision avec les comptes annuels.
- (c) Lorsque des actes juridiques importants sont passés avec des proches, notamment un mandat de gérance, un contrat de gestion de fortune ou un contrat de dépôt, le conseil de fondation sollicite au moins deux offres concurrentes qu'il est chargé d'évaluer de manière objective et transparente. Le processus décisionnel doit être documenté de sorte à permettre à l'organe de révision de procéder à un contrôle irréprochable lors de la vérification des comptes annuels. La décision doit être prise dans l'intérêt des preneurs de prévoyance.
- (d) Toute transaction pour son propre compte portant sur les mêmes titres que ceux détenus par la fondation et exploitant la connaissance des transactions effectuées par celle-ci à des fins personnelles ou d'enrichissement personnel est interdite. Le front running, le parallel running et l'after running en font également partie.
- (e) Tout avantage financier doit être remis à la fondation. Les exceptions sont réglées dans le règlement d'organisation.
- (f) Toutes les personnes et institutions impliquées dans l'organisation des placements de la fondation doivent confirmer annuellement par écrit que leur activité pour la fondation ne leur a procuré aucun avantage financier autre que l'indemnité prévue par convention écrite (p. ex. rétrocessions, finder's fees, commissions de gestion d'états, etc.) ou que de tels avantages ont été intégralement remis à la fondation. Sont considérés comme des avantages financiers supplémentaires tous les éléments de revenus qui disparaîtraient en cas de résiliation du mandat.
- (g) Les liens d'intérêts privés doivent être signalés au conseil de fondation. Une séparation rigoureuse de l'exécution et du contrôle prévient les conflits d'intérêts potentiels.
- (h) Toutes les personnes et institutions impliquées sont tenues de garder le secret absolu sur les affaires confidentielles dont elles ont connaissance dans l'exercice de leur activité pour la fondation.

5. Dispositions finales

Art. 14 Lacunes du règlement

Si le présent règlement ne contient pas de dispositions applicables à des situations particulières, le conseil de fondation adopte une réglementation compatible avec son but.

Art. 15 Modifications du règlement

Le conseil de fondation peut décider en tout temps de modifier le présent règlement.

La fondation informe les preneurs de prévoyance des modifications du règlement sous une forme appropriée.

Art. 16 Interprétation du règlement

La langue allemande fait foi pour l'interprétation de tous les règlements. Le genre masculin désigne également les personnes de sexe féminin.

Art. 17 For et droit applicable

La présente convention est soumise au droit suisse. En cas de litige entre le preneur de prévoyance, d'autres ayants droit et la fondation, les tribunaux désignés par l'art. 73 LPP sont compétents. Au surplus, le for pour tous les types de procédure est Schwyz. Il en est de même pour le for d'exécution et de poursuite pour les preneurs de prévoyance/cocontractants sans domicile ni siège en Suisse.

Art. 18 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur en septembre 2025.

Libre Passage UP

Pour le conseil de fondation de Libre Passage UP

Lieu/Date: _____

Nom: _____

Titre: _____

Signature: _____